

Le numérique sans prolétaires

par Sébastien Broca

L'économie numérique rend-elle définitivement obsolètes les principaux outils de l'analyse marxiste ? C'est la thèse de Mariano Zukerfeld, qui propose dans un essai vivifiant de repenser la critique du capitalisme à partir de la question des savoirs, et non du travail. Sa démonstration manque toutefois d'une théorie convaincante de la valeur.

Recensé : Mariano Zukerfeld, *Knowledge in the Age of Digital Capitalism*, Londres, University of Westminster Press, 2017, 272 p.

Knowledge in the Age of Digital Capitalism se présente comme un ouvrage ambitieux et iconoclaste de théorie sociale critique, qui puise à de nombreuses sources : philosophie, sociologie, économie, STS (*Science and Technology Studies*). Mariano Zukerfeld, chercheur au CONICET¹, y aborde les questions économiques et sociales liées au développement du capitalisme numérique, par le biais d'une analyse de l'information, de la connaissance et des savoirs. Jusque là rien de très original. Ce qui l'est davantage est son insistance sur l'inscription matérielle de toute forme de savoir. L'auteur prend ainsi ses distances avec les approches de l'information et de la connaissance formulées en termes d'« immatériel », afin d'élaborer sa propre théorie nommée « matérialisme cognitif ». Il propose ce faisant une nouvelle manière de penser l'exploitation dans l'économie numérique, qui insiste sur le rôle des savoirs et rompt aussi bien avec l'orthodoxie marxiste, qu'avec certaines approches contemporaines comme le *digital labour*².

¹ Le CONICET (Conseil National de Recherches Scientifiques et Techniques) est un organisme de recherche argentin, qui peut être comparé au CNRS en France.

² Cf. Trebor Scholz (dir.), *Digital Labor : the Internet as Playground and Factory*, Londres, Routledge, 2013.

Matière physique et matière-savoir

En régime capitaliste, la plupart des biens sont selon M. Zukerfeld soumis à une double régulation. Ils sont saisis à la fois comme propriété physique et comme propriété intellectuelle. Ces deux dimensions fonctionnent ensemble et simultanément. Une table est encadrée par le droit en tant qu'objet physique (c'est ma table, ta table, la table de l'école, etc.) et en tant qu'objet intellectuel (son design peut être protégé ou dans le domaine public). De même, un roman est considéré comme un objet physique (c'est mon livre, ton livre, etc.) et intellectuel (il peut être protégé par le droit d'auteur ou dans le domaine public).

Cette double régulation se fonde selon M. Zukerfeld sur la différence entre deux formes de *matière*, entendue ici comme l'ensemble des choses qui se transforment. L'auteur distingue la matière physique (*Physical Matter*) et la matière informationnelle ou matière-savoir (*Knowledge Matter*)³ :

La propriété physique régule l'accès à la matière physique, qui correspond à ce qui est en général appelé « matière » et énergie, alors que la propriété intellectuelle régule l'accès à la matière-savoir, qui inclut ce qui est en général désigné comme savoir, information, culture, communication, etc. (p. 15)

Pour l'auteur, la grande majorité des objets naturels et humains sont donc une combinaison de matière physique et de matière-savoir. La matière-savoir ne peut du reste exister qu'en étant inscrite dans une matière physique, qui en est le support (*Bearer*). Tout savoir apparaît ainsi comme une « propriété émergente de la matière physique » (p. 5).

Cette thèse ouvre sur une typologie matérialiste des savoirs, qui différencie 4 types de savoirs en fonction de l'entité physique qui les porte. Le *savoir objectivé* est celui qui est inscrit dans une entité non vivante : objet technique, logiciel, etc. Le *savoir biologique* est porté par une entité biologique, naturelle (les neurones de notre cerveau) ou artificielle (une plante génétiquement modifiée). Le *savoir subjectif* est celui d'une personne. Enfin, le *savoir intersubjectif* est porté par un sujet collectif. Cette catégorie inclut les langues, les valeurs, les normes sociales ou encore les dispositions légales, qui régulent l'accès à la matière physique et à la matière-savoir.

³ Le terme « *knowledge* », dans la notion de « *Knowledge Matter* », donne lieu à d'importantes difficultés de traduction. Pour comprendre sa signification, il peut être utile de le rapprocher de la notion d'information. Toutefois, afin de respecter le choix fait par l'auteur d'utiliser le terme « *knowledge* », nous traduisons dans la suite du texte « *Knowledge Matter* » par « matière savoir ».

Processus productifs et formes d'exploitation

Pour l'auteur, les savoirs se transforment en passant d'un support matériel à un autre. Ce passage est nommé *traduction*⁴. Dès que les êtres humains réalisent des opérations de traduction qui modifient significativement la matière physique et la matière-savoir, ils participent à des *processus productifs*⁵. Lorsqu'un processus productif donne lieu à des échanges économiques objectivement asymétriques, où l'une des parties en présence reçoit une compensation (en argent ou en nature) inférieure à la valeur de sa contribution productive, naît une situation d'*exploitation*. Dans les sociétés capitalistes, cette situation serait due au fait que certains *savoirs* ne sont pas rémunérés. En effet,

les sujets exploités contribuent au processus productif en dépensant de l'énergie et en fournissant différents types de savoirs. Ils reçoivent une compensation à peu près égale (non inférieure) à la valeur de l'énergie dépensée, mais une compensation partielle (ou inexistante) pour la valeur des savoirs traduits. Par conséquent, l'essence de l'exploitation capitaliste est le savoir non rémunéré des sujets exploités. (p. 132)

Ce raisonnement repose sur une décomposition de la notion de travail, laquelle amalgame selon l'auteur dépense d'*énergie* et mobilisation de *savoirs*. Le deuxième élément serait à l'origine de la survaleur. En effet, un rapport de production capitaliste n'est solide que si les sujets exploités reçoivent assez de ressources pour subvenir à leurs besoins fondamentaux et reproduire leur force de travail. Par conséquent, ils obtiennent en général — Zukerfeld exclut ici certains cas particuliers d'hyper-exploitation — une rémunération au moins égale à la valeur de l'énergie qu'ils dépensent. Une partie des savoirs qu'ils mobilisent dans le processus productif est en revanche appropriée sans qu'une compensation équitable leur soit fournie. Ce serait là le cœur de l'exploitation capitaliste.

Partant de cette approche générale, l'auteur distingue 3 formes d'exploitation. Dans l'*exploitation par aliénation*, dont l'archétype est le travail salarié, le travailleur vend sa force de travail pour une période de temps limitée, durant laquelle il incorpore ses savoirs subjectifs aux produits de son activité. Ces produits, en tant qu'ils sont juridiquement la propriété du capitaliste, lui deviennent à la fois extérieurs et étrangers, tandis que la rémunération qu'il perçoit est inférieure à la valeur des savoirs mobilisés. L'*exploitation par reproduction* ne suppose pas, quant à elle, que le travailleur vende sa force de travail. Elle consiste en la reproduction de certains savoirs subjectifs ou intersubjectifs dans un objet (livre, vidéo, logiciel, etc.), susceptible d'être valorisé indépendamment des détenteurs originaux de ces savoirs, sans que ceux-ci reçoivent une compensation adéquate. On en trouve de nombreux exemples au sein des industries créatives et culturelles. Enfin, l'*exploitation de l'attention* repose sur la *réception* par le

⁴ Il peut par exemple s'agir de la transformation d'un savoir subjectif informel en un savoir objectivé inscrit sur un support matériel (livre, manuel, base de données).

⁵ La notion de processus productif telle que la conçoit M. Zukerfeld est très large. Elle englobe la production commerciale de biens ou de services mais aussi des activités non marchandes, comme le travail domestique, et même la production de subjectivités. Des opérations de traduction se jouent en effet à tous ces niveaux.

sujet exploité de certains savoirs, en échange de l'accès à des biens ou des services. Son illustration la plus évidente est l'économie des médias commerciaux où, selon M. Zukerfeld, la valeur de l'attention accordée aux publicités est supérieure à la valeur des contenus accessibles gratuitement. Cette forme d'exploitation n'est viable que si elle s'adosse aux formes précédentes, étant donné qu'elle ne fournit aux sujets exploités aucune ressource monétaire pour subvenir à leurs besoins et consommer les produits dont la publicité fait la promotion.

Une exploitation sans travail

L'intérêt de l'édifice théorique bâti par l'auteur, dont je n'ai présenté que quelques aspects saillants, est d'offrir de nouveaux outils pour analyser le capitalisme numérique. L'ouvrage est sous-tendu par l'idée que les concepts forgés par Marx, produits du capitalisme industriel de son temps, ne sont plus pertinents dans la situation actuelle. Le « matérialisme cognitif » se présente ainsi comme une critique de l'analyse classique de l'exploitation. Il implique par exemple qu'on peut être exploité sans être dépossédé des moyens de production, comme certains travailleurs indépendants qui disposent aujourd'hui chez eux des outils de production adéquats : un ordinateur et une connexion Internet.

Le travail analytique de l'auteur permet aussi d'apercevoir comment différentes formes d'exploitation se combinent. Soit l'exemple d'un réseau social comme Facebook. Si l'on suit l'analyse proposée (p. 139), les profits de l'entreprise reposent en partie sur des formes assez classiques d'exploitation par aliénation. L'auteur pense ici à la situation des employés de Facebook mais aussi de certains sous-traitants, comme ceux qui ont pour mission de purger la plateforme des vidéos indésirables (violence, pornographie, etc.)⁶. Certaines formes d'exploitation par reproduction sont aussi à l'œuvre : Facebook valorise en effet les contenus (textes, vidéos, photos) et les données fournis par ses utilisateurs sans recourir pour cela à un contrat de travail⁷. Enfin, l'exploitation de l'attention est évidente, tous les utilisateurs étant soumis à des publicités ciblées en échange de l'accès au service.

Cet exemple fait apercevoir que la théorie de l'exploitation proposée par M. Zukerfeld, en tant qu'elle est fondée sur l'absence de rémunération des savoirs, est indépendante de la notion de travail. Selon l'auteur, on peut être exploité sans travailler, lorsqu'on utilise Facebook à des fins récréatives ou encore lorsqu'on regarde une chaîne de télévision commerciale dans son canapé (exploitation de l'attention). Cette proposition, aussi contre-intuitive soit-elle, est une contribution intéressante aux débats actuels sur les formes inédites d'exploitation dans l'économie numérique. Dans le champ universitaire, ce débat s'organise notamment autour de

⁶ Cf. Sarah T. Roberts, *Behind the Screen: the Hidden Digital Labor of Commercial Content Moderation*, University of Illinois, Chicago, 2014.

⁷ La manière dont Facebook utilise ces contenus et ces données est pour l'essentiel déterminée par les conditions d'utilisation du service (*terms of use*).

la notion de *digital labour*. Celle-ci désigne les manières dont l'utilisation des technologies numériques, hors des situations d'emploi classiques, participe à produire une valeur économique, qui est presque intégralement captée par les entreprises. Le *digital labour* englobe ainsi le micro-travail sur des plateformes comme Amazon Mechanical Turk, les contributions sur les médias sociaux, les évaluations postées sur Uber et Airbnb, voire la quasi-totalité de nos usages d'Internet, dès lors que ceux-ci produisent des données, captées et valorisées par les acteurs marchands du Web⁸.

Les théoriciens du *digital labour* ont ainsi construit leur critique du capitalisme numérique sur la base d'une extension de la notion de travail (*labour*) à des activités auparavant non considérées comme tel, dans un geste qui présente quelque analogie avec celui des féministes ayant forgé la catégorie de « travail domestique ». C'est l'intérêt de leur approche mais aussi, sans doute, l'une de ses limites. On peut en effet hésiter à nommer « travail » le fait de visionner un film en streaming, de poster des *selfies*, ou de partager à son corps défendant ses données personnelles en utilisant un moteur de recherche⁹. L'analyse de M. Zukerfeld permet en quelque sorte de répondre à ces critiques, tout en conservant l'idée que l'économie numérique crée de nouvelles injustices. Elle souligne l'existence de formes d'exploitation, qui ne reposent pas sur l'accomplissement d'un travail, au sens d'une activité productive intentionnelle : « il y a des processus productifs capitalistes, et donc de l'exploitation, mais il n'y a pas de travail de la part des exploités » (p. 155). Cette proposition peut évoquer les théories du « capitalisme cognitif », qui insistent sur la différence entre l'exploitation de la « force-invention » et celle de la force de travail¹⁰. Le matérialisme cognitif radicalise toutefois la rupture avec le marxisme classique, en défaisant complètement l'association entre exploitation et travail.

Limites d'une théorie de l'exploitation fondée sur les savoirs

La théorie de M. Zukerfeld présente néanmoins certaines limites. La première tient à son approche de l'*exploitation*, conçue comme une « asymétrie objective » (p. 122) dans la répartition de la valeur. Pour juger de cette asymétrie, il serait nécessaire de pouvoir quantifier la valeur produite par le sujet exploité et la valeur appropriée par le sujet exploiteur. Or, si M. Zukerfeld moque les « moines cloîtrés » (p. 50) accrochés à la théorie marxienne de la valeur-travail¹¹, il ne produit pas de nouvelle théorie de la valeur. Sa thèse sur l'exploitation des savoirs apparaît dès lors téméraire et en manque de fondement. Il semble du reste conscient du

⁸ Cf. Dominique Cardon et Antonio A Casilli, *Qu'est-ce que le digital labor ?*, Paris, INA, 2015.

⁹ Cf. Sébastien Broca, « Le digital labour, extension infinie ou fin du travail ? », *Tracés*, 2017, n° 32, p. 133-144.

¹⁰ Cf. Maurizio Lazzarato, *Puissances de l'invention. La psychologie économique de Gabriel Tarde contre l'économie politique*, Paris, Seuil, 2002 ; Yann Moulier Boutang, *Le capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.

¹¹ Il existe des tentatives d'application orthodoxe de la théorie de la valeur au capitalisme numérique, comme celle de Christian Fuchs (*Digital Labour and Karl Marx*, London, Routledge, 2014), par ailleurs directeur de la collection où est publié l'ouvrage de M. Zukerfeld.

problème, puisqu'il indique en conclusion que l'absence d'une théorie systématique de la valeur est une des limites de son ouvrage. On peut toutefois se demander si cette limite est susceptible d'être dépassée. Dans le capitalisme numérique, quantifier la valeur économique produite par chacun est une gageure¹². On peut même faire l'hypothèse qu'à un certain niveau de complexité sociale, l'idée d'une adéquation entre la valeur d'une contribution individuelle et la valeur de la rétribution reçue pour celle-ci ne saurait être qu'une fiction, occultant ce qui relève toujours d'un rapport social et politique. Aussi le projet de bâtir une théorie objectiviste de l'exploitation apparaît-il pour le moins ardu.

Une deuxième limite de l'ouvrage tient à sa conception très large, et par moment surprenante, de la notion de savoir. Le concept de « matière-savoir » permet à l'auteur de rompre avec l'identification entre savoir et vérité, comme avec l'assimilation du savoir à une production humaine. Cette conception matérialiste et antihumaniste l'autorise à réunir au sein d'une même catégorie l'ADN, l'information numérique, les savoirs tacites, les droits de propriété intellectuelle, etc. Cette conception sous-tend également la marginalisation de la catégorie de travail, puisqu'elle implique que le savoir n'est pas toujours le fruit de l'action d'un sujet. La notion de « matière-savoir » soulève pourtant plusieurs difficultés. On s'étonne tout d'abord que l'auteur ait conservé un terme associé à des conceptions humanistes (*knowledge* en anglais, *conocimiento* en espagnol) pour désigner un ensemble de réalités humaines et *non humaines*. Sa « matière-savoir » semble en fait plus proche du concept d'*information*, dans l'acception très large que ce dernier revêt depuis les écrits de Norbert Wiener¹³. On regrette pour cette raison que M. Zukerfeld accorde peu de place aux débats suscités par cette notion. La première cybernétique fut par exemple traversée de discussions sur « l'indifférence ou non du support matériel »¹⁴, c'est-à-dire sur la question de savoir si les propriétés de l'information sont indépendantes de la matière physique où elle s'inscrit. Ce n'est qu'à partir des années 1950 que se répandra « la croyance selon laquelle l'information peut circuler entre différents substrats matériels sans se trouver modifiée »¹⁵. Le matérialisme cognitif de Zukerfeld aurait gagné à faire plus de place à ces points d'épistémologie et d'histoire des sciences. Avec ses faiblesses et ses partis-pris contestables, *Knowledge in the Age of Digital Capitalism* demeure toutefois une contribution impressionnante à la théorisation critique du capitalisme numérique.

Publié dans lavedesidees.fr, le 15 septembre 2017.

¹² Cf. Y. Moulier Boutang, *Le capitalisme cognitif: la nouvelle grande transformation*, op. cit.

¹³ Cf. Norbert Wiener, *Cybernétique et société*, Paris, Deux-Rives, 1952.

¹⁴ Mathieu Tricot, *Le moment cybernétique: La constitution de la notion d'information*, Seyssel, Champ Vallon, 2008, p. 214.

¹⁵ N. Katherine Hayles, *How We Became Posthuman. Virtual Bodies in Cybernetics, Literature, and Informatics*, Chicago, University of Chicago Press, 1999, p. 1.